



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



STRATÉGIE
2021-2025



République dominicaine

#MondeEnCommun

République dominicaine



SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| 1. CONTEXTE | 5 |
| 1.1 Enjeux de développement durable | 6 |
| 1.1.1. 2020 ou l'alternance politique | 6 |
| 1.1.2. Une croissance constante depuis 30 ans mais dont les bases restent à consolider | 6 |
| 1.1.3. Des avancées notables en termes de lutte contre les inégalités mais qui ne doivent pas faire oublier les défis sociaux majeurs à traiter | 7 |
| 1.1.4. Un pays très vulnérable aux effets du changement climatique et aux risques environnementaux | 8 |
| 1.1.5. Une urbanisation croissante qui pèse sur l'accès à des services de qualité | 9 |
| 1.2 La Stratégie Nationale de Développement 2030 définit les grandes orientations nationales pour atteindre les ODD | 10 |
| 1.3 Financement du développement | 10 |
| 1.3.1. Une présence importante des bailleurs internationaux | 11 |
| 1.3.2. La République dominicaine bénéficie d'un accès compétitif aux marchés financiers | 11 |
| 1.4 Éléments de cadrage de la stratégie française et mandat du groupe AFD | 12 |
| 1.4.1. Relations diplomatiques | 12 |
| 1.4.2. Relations économiques et commerciales | 12 |
| 1.4.3. Coopération au développement | 13 |
| 2. STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD | 15 |
| 2.1 Objectif 1 : Accompagner les transitions territoriales, écologiques et énergétiques | 16 |
| 2.2 Objectif 2 : Favoriser la transition sociale pour renforcer l'accès équitable aux services essentiels des populations | 18 |
| 2.3 Objectif 3 : Accompagner la transition économique et financière pour des économies durables | 19 |
| 2.4 Objectifs transversaux | 19 |
| 2.5 Partenariats stratégiques prioritaires et production de connaissances | 21 |
| 3. PERSPECTIVES FINANCIÈRES ET MODALITÉS D'INTERVENTION | 22 |
| 3.1 Perspectives financières | 23 |
| 3.2 Modalités d'intervention | 23 |
| 3.3 Suivi de la stratégie | 23 |
| 4. ANNEXE | 25 |
| Cadre logique de la stratégie de l'AFD en République dominicaine | 26 |
| LISTE DES SIGLES | 27 |

INTRODUCTION

Ce document présente la stratégie d'intervention du groupe AFD en République dominicaine pour cinq ans, de 2021 à 2025. Cette version est basée sur une vaste consultation interne (groupe AFD), mais également sur des échanges avec la communauté française en République dominicaine (Chancellerie, Service économique, communauté d'affaires, etc.) et avec des personnalités dominicaines (autorités, think tanks, universitaires, ONG locales, etc.). Elle intègre les impacts de la crise Covid-19 qui a affecté le pays et a conforté l'AFD comme un des bailleurs de premier plan dans le pays et un partenaire important pour les autorités dominicaines.

Lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février 2018, le Gouvernement s'est engagé à renforcer l'insertion des territoires ultramarins dans leur bassin régional en soutenant des projets de coopération partagés avec les États voisins. En conséquence, la République dominicaine est désormais intégrée au Département Trois Océans de l'AFD, regroupant les territoires ultramarins et certains États étrangers voisins et ne fait donc plus partie du Département Amérique latine du Groupe.

La stratégie d'intervention 2021-2025 en République dominicaine est une déclinaison opérationnelle du Plan d'orientation stratégique du Groupe (POS) pour la période 2018-2022 qui décline les conclusions du CICID du 8 février 2018 et contribue à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris à travers cinq engagements et six transitions. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Trois Océans » (2019-2022) et est une déclinaison de la stratégie régionale

Atlantique du groupe AFD approuvée fin 2019. Ainsi, sa finalité vise « à contribuer au développement régional durable et inclusif de ce territoire de la zone atlantique ». Pour les cinq prochaines années, la stratégie du groupe AFD en République dominicaine sera ainsi centrée d'une part autour de trois axes stratégiques prioritaires : (i) Accompagner les transitions territoriales, écologiques et énergétiques ; (ii) Favoriser la transition sociale pour renforcer l'accès équitable aux services essentiels des populations, et (iii) Accompagner la transition économique et financière pour des économies durables, et d'autre part autour de quatre objectifs transversaux : (i) être un vecteur d'influence française en République dominicaine (ii) tout en contribuant à la coopération régionale, (iii) intégrer le climat et (iv) le genre dans les financements du groupe AFD.

Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans l'engagement 100 % Lien social du POS qui vise à ce que chaque activité contribue au renforcement de la cohésion sociale, à la réduction des inégalités socio-économiques et de genre. Ils sont aussi cohérents avec l'engagement 100 % Accord de Paris selon lequel tout projet financé par le groupe AFD doit contribuer à une trajectoire de développement résiliente et bas carbone. Enfin, le Groupe cherchera en particulier à maximiser les co-bénéfices climat des opérations qu'il finance, que ce soit en termes d'adaptation ou d'atténuation.

Le groupe AFD s'appuie pour déployer ses activités en République dominicaine sur Proparco, sa filiale dédiée au financement du secteur privé, ainsi que sur Expertise France, pour la coopération technique internationale (Expertise France rejoindra le groupe AFD en 2021).

The background features several overlapping blue circles and arcs of varying sizes and opacities, creating a dynamic, abstract pattern. The colors range from a vibrant blue to a lighter, semi-transparent blue.

1.

CONTEXTE

1.1. ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1.1 2020 ou l'alternance politique

Depuis son indépendance en 1844, la République dominicaine a traversé plus d'un siècle d'instabilité politique. Ces cinquante dernières années ont toutefois permis un processus de démocratisation qui a apporté au pays une stabilité politique et économique.

Depuis 1996, le système politique est dominé par deux forces : le Parti de la Libération Dominicaine (PLD), incarnant un courant de centre droit libéral, et le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD), de tendance social-démocrate (membre de l'Internationale Socialiste), remplacé en 2015 par le Parti Révolutionnaire Moderne (PRM), né d'une division interne du PRD. Les élections présidentielles de juillet 2020 n'ont pas reconduit le PLD, au pouvoir depuis 16 ans, incarné par les gouvernements de Leonel Fernandez (8 ans) et Danilo Medina (8 ans). C'est l'économiste et homme d'affaires Luis Abinader, le candidat de l'opposition (PRM), qui a été élu dès le premier tour pour un mandat de quatre ans.

Luis Abinader débute ainsi son mandat en pleine crise de coronavirus, laquelle a impacté l'économie dominicaine de manière significative et a mis en lumière certaines faiblesses de son économie, très dépendante du tourisme international, ainsi que certaines défaillances des systèmes de politique sociale et de santé publique du pays. Son discours d'investiture a mis l'accent sur la lutte contre la corruption et l'indépendance de la justice. Il a également annoncé des changements dans l'administration, son soutien aux entreprises notamment les micro, petites et moyennes entreprises en difficulté, la réactivation économique générale et des investissements sous forme de Partenariat public-privé.

1.1.2 Une croissance constante depuis 30 ans mais dont les bases restent à consolider

La République dominicaine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) qui se place au premier rang des économies caribéennes. Le pays représente 62 % du Produit intérieur brut (PIB) régional hors Cuba. Sa croissance annuelle de 5 % en moyenne depuis les années 1990 fait exception dans la région, y compris à l'échelle latino-américaine, et a permis une convergence du revenu moyen par tête vers la moyenne régionale. Ainsi, si en 1991, le pays comptait 7,2 millions d'habitants pour un PIB estimé

à 10 Mds USD (1 336 USD/habitant), en 2019 la population s'élève à 10,4 millions et son PIB à près de 90 Mds USD (8 583 USD/habitant)¹.

Avant la crise économique mondiale liée à la pandémie de Covid-19, la République dominicaine jouissait de fondamentaux relativement solides et stables. En janvier 2020, elle a ainsi lancé un programme d'émissions obligataires sur les marchés domestiques et internationaux qui s'est avéré un succès². Cette opération réalisée juste avant le début de la pandémie au niveau local a sécurisé la position financière du pays, lui permettant de couvrir une partie des dépenses immédiates de réponse à la crise.

Ces bonnes performances sont attribuables à plusieurs facteurs : (i) l'amélioration progressive des fondamentaux macroéconomiques (efficacité de la politique monétaire, inflation maîtrisée, secteur bancaire assaini suite à la crise bancaire de 2003), (ii) le pari réussi de la mutation de l'économie dominicaine, passée dans les années 1980 de l'industrie du sucre et de l'import-substitution au développement du tourisme et des zones franches (produisant surtout du textile, des machines-outils, des produits agricoles non transformés), (iii) les exportations minières (or et ferronickel) et (iv) l'afflux d'investissements directs étrangers notamment à partir des années 1990. Cependant, ce modèle de croissance extraverti reste très dépendant de l'environnement international, en particulier de la conjoncture américaine. Il reste également très dépendant des envois d'argent des diasporas dominicaines (« *remesas* ») qui représentaient 10,4 % du PIB en 2020 (8,2 Mds USD)³.

L'économie dominicaine fait en outre face à des enjeux structurels qui limitent sa compétitivité et ralentissent son développement. Le développement touristique concerne principalement un tourisme de masse ayant des externalités environnementales négatives et générant des niveaux de devises relativement limités. Les zones franches, quant à elles, ont peu d'effet d'entraînement sur les autres secteurs et sur l'économie hors zones franches, notamment en raison des exonérations fiscales dont elles bénéficient. Les inégalités spatiales demeurent importantes en termes d'accès aux infrastructures et aux services. La compétitivité hors prix (environnement des affaires⁴, gouvernance, régulation) mériterait d'être renforcée et les efforts d'amélioration des services publics poursuivis, à l'instar du secteur électrique dont la réforme est en cours.

¹ Banque Centrale Dominicaine : <https://www.bancentral.gov.do/a/d/2533-sector-real>

² Dirección General de Crédito Público, communiqué de presse du 23 janvier 2020.

³ Banque Centrale Dominicaine, communiqué de presse du 10 janvier 2021.

⁴ La République dominicaine occupe le 102^e rang sur 190 dans le Classement Doing Business 2019 (VS 117^e rang du classement en 2014).

En parallèle, la République dominicaine dispose d'une marge de manœuvre budgétaire limitée compte tenu du faible niveau de recettes fiscales, environ 14 % du PIB en 2017-2018⁵ (stable au cours des cinq dernières années), et des subventions publiques au secteur de l'électricité (jusqu'à 1,7 % du PIB selon les années)⁶. Les efforts de restauration des équilibres budgétaires sont annoncés par les gouvernements successifs depuis plusieurs années dans le cadre d'un Pacte fiscal, qui a été repoussé à plusieurs reprises mais qui devrait voir le jour en 2022. Le nouveau gouvernement, en place depuis août 2020, en a en effet, à son tour, fait une priorité.

Première évaluation des impacts de la crise de la Covid-19 sur l'économie dominicaine

La crise économique mondiale liée à la pandémie de Covid-19 n'a pas épargné la République dominicaine en 2020. Très dépendant du tourisme extérieur et des envois d'argent de la diaspora dominicaine aux États-Unis, le pays a connu une récession de 6,7 % en 2020. À mi-année 2020, tandis que les ressources fiscales de l'État baissaient de 11 %, les dépenses augmentaient de près de 30 % au global. Aussi, le besoin de financement supplémentaire a entraîné un fort recours à l'emprunt, notamment auprès du FMI (débloccage de 650 MUSD d'aide d'urgence – *Rapid Financing Instrument*), de la Banque mondiale (débloccage de son prêt de contingence) ou encore de la BID (500 MUSD)⁷. La part de la dette publique consolidée est ainsi passée de 53,8 % du PIB en 2019 à près de 69 % en 2020⁸. Elle restait, malgré tout, considérée comme soutenable par le FMI en avril 2020.

La récupération de l'économie dominicaine devrait néanmoins être rapide avec des projections de croissance de plus de 5,5 % dès 2021 selon le FMI, sous réserve de la reprise pérenne de l'activité touristique. Les émissions obligataires réussies de septembre 2020 et janvier 2021 attestent par ailleurs de la confiance des marchés sur cette reprise rapide. Enfin, cette crise a également révélé l'urgence d'améliorer les systèmes de santé et de solidarité nationaux et elle doit être une opportunité pour porter des réformes rapides et profondes.

1.1.3 Des avancées notables en termes de lutte contre les inégalités mais qui ne doivent pas faire oublier les défis sociaux majeurs à traiter

La République dominicaine figure dans la catégorie des pays à développement élevé au regard de son Indice de développement humain (IDH)⁹. En effet, en termes de lutte contre la pauvreté (Objectif de développement durable – ODD – n°1), le pays a connu des avancées notables, bien que le taux de pauvreté atteigne toujours 21 % en 2019, représentant un peu plus de 2 millions d'habitants¹⁰ (contre 41 % en 2013). Ainsi, malgré une croissance économique élevée, la diminution de la pauvreté reste plus lente que dans d'autres pays de la région. Les inégalités socio-économiques continuent de diminuer progressivement, avec un coefficient de Gini estimé à 0,439 en 2018 (contre 0,487 en 2012¹¹), en dessous de la moyenne latino-américaine.

Malgré ces progrès encourageants, les enjeux sociaux demeurent un défi majeur, à commencer par l'égalité femmes-hommes (ODD n°5). Le pays compte un Ministère de la Femme depuis 2010 et a mis en place un Observatoire de l'Égalité des genres, traduisant les défis importants qu'il reste à relever dans ce domaine. En effet, si les femmes sont plus éduquées que les hommes, elles sont sous-représentées dans le monde du travail et plus durement touchées par le chômage : le chômage « élargi » stagne autour de 11 % (2018), mais atteint 17 % des femmes contre 6 % des hommes. De plus, le pays compte un taux élevé de mariages avant 18 ans (36 % en 2014), ainsi qu'un taux élevé de grossesses adolescentes (22 % des adolescentes sont mères selon le PNUD, ce chiffre pouvant atteindre plus de 35 % dans certaines régions du pays). L'avortement y est totalement interdit. En termes de violences domestiques, en 2019, le Ministère de la Femme a assisté près de 60 000 femmes dans leurs démarches face aux violences de leur conjoint (assistance juridique, psychologique, etc.).

Dans le domaine de l'éducation (ODD n°4), auquel le gouvernement consacre désormais 4 % du PIB au niveau primaire et secondaire et 1 % du PIB dans le domaine universitaire, des efforts conséquents ont été réalisés. Ces efforts, principalement consacrés à l'amélioration des infrastructures (14 000 nouvelles classes, laboratoires, salles informatiques, entre 2013 et 2018), doivent être poursuivis, notamment en matière de qualité et d'accès à l'éducation. En effet, si la scolarisation au niveau primaire est quasiment universelle (94 %), elle baisse pour l'éducation secondaire (73 %) et l'éducation supérieure (seuls 26 % des jeunes de 18-24 ans étaient inscrits à l'université en 2018)¹².

⁵ IMF Country Report No. 19/273, août 2019 (2019 Article IV Consultation).

⁶ Idem.

⁷ Sites internet du FMI, de la Banque mondiale et de la BID.

⁸ FMI, "Outlook for Latin America and the Caribbean : Pandemic persistence Clouds the recovery", octobre 2020.

⁹ Le pays est classé au 89^e en 2018 contre 102^e sur 187 en 2014 (IDH 2018).

¹⁰ Rapport du PNUD «Impacto Económico y Social del COVID-19 y Opciones de Política en la República Dominicana», juillet 2020.

¹¹ Oficina Nacional de Estadística (ONE) – Bureau national statistique dominicain.

¹² Rapports Nationaux Volontaires 2018 et 2019, État Dominicain « *Compromisos, avances y desafíos hacia el desarrollo sostenible* ».

En termes d'emplois décents (ODD n°8), la formalisation des très petites et petites entreprises (TPE-PME) reste le principal défi. En effet, elles représentent 98 % des entreprises du pays, génèrent plus de 2 millions d'emplois (55 % de la population active) et contribuent à 39 % du PIB¹³. Toutefois, 90% d'entre elles (principalement les TPE) seraient informelles, ce qui limite leur accès au crédit ainsi qu'aux technologies plus modernes et innovantes, qui leur permettraient de réaliser une transition vers des *business models* plus productifs et durables. Cette informalité ne permet pas non plus de garantir une protection sociale adéquate des employés, comme l'a montré la pandémie de la Covid-19 en 2020, laissant de nombreux travailleurs sans salaires ni revenus de remplacement.

La réforme de 2001 a introduit un système de retraite par capitalisation, avec un régime contributif pour les travailleurs formels et deux régimes subventionnés pour les personnes vulnérables et les travailleurs indépendants. Fin 2018, ces deux derniers n'avaient pas encore été mis en place et seulement 40 % de la population active cotisait au régime contributif. Dans le domaine de la santé, il faut saluer une couverture santé en nette progression (7 millions de Dominicains sur les 10 sont affiliés au système de la Sécurité Familiale de Santé¹⁴). Toutefois, un quart de la population reste encore sans aucune couverture médicale.

Le pays doit donc encore garantir une couverture sanitaire universelle et renforcer le système de santé, notamment les soins de santé primaire (ODD n°3 sur la santé et le bien-être). Les dépenses publiques dans ce domaine ne représenteraient que 2,9 % du PIB (Banque mondiale), inférieures à celles d'autres pays avec un niveau de revenu similaire (3,1 % au Pérou, 4,8 % en Colombie). Le nombre de médecins, d'infirmiers et d'infrastructures par habitant est également en dessous de la moyenne latino-américaine.

En termes de protection sociale, les principales aides sociales du gouvernement sont regroupées au sein du programme PROSOLI qui distribue des transferts d'assistance alimentaire (*Comer es primero*), de scolarisation (*Incentivo a la Asistencia Escolar*), des aides pour l'achat de bonbonnes de gaz pour la cuisine (*Bono Gas*) ou pour le paiement de l'électricité (*Bonoluz*). Ces aides bénéficient à 430 000 familles pour le Bonoluz et jusqu'à 920 000 familles pour le Bono Gas. Au total, le pays dépenserait 1,8 % du PIB dans les programmes de protection sociale¹⁵. Toutefois, ces derniers ne permettent pas d'assurer un minimal social vital pour les foyers les plus vulnérables.

1.1.4 Un pays très vulnérable aux effets du changement climatique et aux risques environnementaux

La République dominicaine a été classée 11^e pays le plus vulnérable au changement climatique en 2017 (*Global Climate Risk Index 1996-2015*)¹⁶. Le Nord-Est du pays est très fréquemment touché par des inondations, tempêtes et coulées de boues, tandis que le Nord-Ouest est confronté à une augmentation progressive des températures et sécheresses prolongées qui impactent les productions agricoles. Par ailleurs, l'île d'Hispaniola est au centre de la ceinture des ouragans caractérisée par des tempêtes fréquentes impactant directement les habitations et infrastructures, et notamment les côtes, plages et coraux. Enfin, l'érosion des plages est très forte sur certains points de la côte où a pu être observé un recul de la ligne de côte. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'île dont le secteur touristique (qui représente environ 8 % du PIB et de l'emploi total du pays) est centré sur les plages. Tous ces phénomènes climatiques devraient être accentués en fréquence et en intensité avec le changement climatique¹⁷.

Néanmoins, la République dominicaine est un pays peu émetteur de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale (moins de 0,1 % des émissions mondiales). L'émission moyenne par habitant et par an est estimée à 3,6 MtCO₂eq (2010), ce qui est inférieur à la moyenne des pays d'Amérique latine, mais supérieur aux seuils d'émissions nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. En lien avec l'ODD n°13 (Action pour le Climat), **le pays s'est engagé à réduire de 27 % ses émissions de GES d'ici 2030 par rapport au niveau de 2010.**

Le secteur énergétique est le plus émissif, suivi de près par l'agriculture et le secteur du transport. Ces trois secteurs représentent 70 % des émissions de GES nationales. Bien que les émissions du pays soient peu significatives à l'échelle mondiale, l'enjeu de contrôle des émissions de GES du pays est réel, avec une demande énergétique totale en constante augmentation (+45 % au cours de la dernière décennie), pour soutenir une croissance dynamique et une population croissante.

Le mix énergétique dominicain repose à 83 % sur des ressources fossiles (pétrole, charbon, gaz) et est dépendant des importations de ces combustibles qui représentaient 7 % du PIB en 2016. Les projections de croissance de la demande énergétique sont estimées à 2,2 % par an d'ici 2030. Les énergies renouvelables représentent environ 17 % de la production électrique (10 % d'hydroélectricité, 4 % d'énergie éolienne, 3 % d'énergie solaire). Un Pacte

¹³ Rapports Nationaux Volontaires 2018 et 2019, État Dominicain « *Compromisos, avances y desafíos hacia el desarrollo sostenible* ».

¹⁴ Idem.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Elle est classée 50^e par le Germanwatch Global Climate Risk Index (2021) parmi les pays les plus affectés par des événements météorologiques extrêmes sur la période 2000-2019.

¹⁷ USAID, *Dominican Republic Climate Change Vulnerability Assessment Report*, 2013.

Électrique est en cours d'élaboration depuis de nombreuses années pour amorcer la réforme du secteur mais peine encore à se traduire par des mesures concrètes.

Le secteur agricole serait le deuxième plus émissif avec un quart des émissions de GES du pays. Les terres cultivées représentent presque 50 % du territoire national, pour une surface de 2,3 Mha. En 2016, le secteur occupait environ 12,3 % de la population active pour 6 % du PIB et comptait quelques filières bien structurées et reconnues sur le marché international (cultures biologiques de café, cacao et banane). Les émissions sont principalement dues à l'élevage bovin laitier et à la fermentation entérique associée produite par le bétail, suivis par la production et l'épandage de fumier, et la riziculture.

Le secteur des transports serait, quant à lui, responsable de 19 % des émissions nationales. Celles-ci sont notamment dues à un parc automobile peu performant et polluant (près de 50 % des véhicules datent d'avant 2000) et des transports publics très peu développés. Face à ces constats, le gouvernement a engagé une vaste réforme en 2017 (loi 63-17 de mobilité, transport terrestre, trafic et sécurité routière) qui promeut l'émergence d'un transport propre et efficace.

Par ailleurs, le pays dispose d'une riche biodiversité : il compte 560 espèces de faune différentes et 5 600 espèces connues de flore, dont 40 % et 32 % respectivement sont endémiques. À l'heure actuelle, le pays compte 127 aires protégées, représentant 25 % du territoire national, et il existe un cadre régulateur pour leur gestion : le Système National des Aires Protégées (SINAP), et le Plan d'action pour la gestion durable et la préservation de la biodiversité 2011-2020. Cependant, la croissance économique rapide, le processus d'urbanisation, la création de parcelles agricoles et la pratique d'abattis-brûlis exercent une pression croissante sur les ressources naturelles et les aires naturelles.

La prise de conscience de ces enjeux a conduit à la création d'un Ministère de l'environnement et des ressources naturelles en 2000 et à l'adoption d'une loi sur les énergies renouvelables en 2007.

1.1.5 Une urbanisation croissante qui pèse sur l'accès à des services de qualité

La République dominicaine a connu un processus d'urbanisation rapide depuis 1950 : aujourd'hui, 70 % de la population vit en milieu urbain contre 25 % seulement en 1950. Cette urbanisation s'accompagne de tensions : surdensification de l'usage des sols, apparition de quartiers précaires informels, déficit de logements et de services urbains, sous-équipement en infrastructures de transport et d'énergie. Dans les zones urbaines, notamment à Saint-Domingue et Santiago, la poursuite des politiques de logements sociaux mais aussi de développement des transports publics et de mobilité douce est essentielle pour promouvoir des communautés et des villes durables (ODD n°11).

À ces défis urbains s'ajoute une problématique de cohésion territoriale à l'échelle nationale : les disparités entre zones urbaines et rurales demeurent importantes aussi bien en termes de revenus que d'accès aux services publics (eau potable, éducation, santé notamment). Redynamiser les zones rurales et particulièrement l'agriculture serait nécessaire pour garantir l'équité territoriale.

Enfin, si la couverture d'accès à l'eau courante (95 %) et à l'assainissement (82 %) (ODD n°6) est globalement satisfaisante et se situe dans la moyenne régionale, le service et la performance du secteur restent insatisfaisants : seuls 15 % des systèmes d'eau courante mettent en œuvre un processus de chloration et les interruptions de service sont communs, pouvant durer entre 1,5 et 10,5 heures par jour. Selon les chiffres de la Banque mondiale, seules 53 % des usines d'eau potable et 26 % des usines de traitement des eaux usées fonctionneraient de manière adéquate. Les usagers se trouvent alors contraints de réorienter leur demande vers des fournisseurs privés entraînant ainsi de nouveau une réduction de la captation de ressources du secteur public. Cette mauvaise qualité de service provient en partie d'un cadre institutionnel peu clair, de tarifs inadaptés et de politiques publiques qui ont eu du mal à se concrétiser jusqu'à présent. En conséquence, le secteur reste largement dépendant de transferts du budget de l'État.

1.2. LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT 2030 DÉFINIT LES GRANDES ORIENTATIONS NATIONALES POUR ATTEINDRE LES ODD

La politique de développement dominicaine repose principalement sur la Stratégie Nationale de Développement (SND) 2030, loi votée en 2012. La Stratégie est articulée autour de quatre piliers :

1. Renforcer l'État de droit, social et démocratique, notamment en rétablissant la confiance dans les partis politiques et en luttant contre la corruption ;
2. Favoriser l'avènement d'une société offrant l'égalité de droits et d'opportunités, à travers la réduction de la pauvreté et des inégalités et le développement des services d'éducation et de santé ;
3. Impulser une économie durable, intégratrice et compétitive, par le renforcement de l'enseignement supérieur, la hausse des prélèvements fiscaux pour offrir de meilleurs services publics et l'amélioration du service d'électricité ;
4. Promouvoir une société de production et de consommation respectueuse de l'environnement et adaptée au changement climatique, en développant les aires naturelles protégées et en accroissant l'efficacité des services d'eau et d'assainissement.

Dans ce cadre général, le gouvernement précédent a engagé une hausse des dépenses consacrées à l'éducation (pour la première fois et conformément à la loi, les dépenses publiques pour le secteur ont atteint 4 % du PIB en 2013) ainsi qu'à une politique volontariste sur les enjeux de protection sociale, d'agriculture et des PME.

Le programme du nouveau gouvernement devrait suivre les grandes orientations de cette SND avec une attention toute particulière sur les domaines suivants :

- réforme de l'État pour une meilleure utilisation des ressources et la lutte contre la corruption ;
- eau et assainissement : pour une meilleure utilisation des ressources, des infrastructures plus performantes et un meilleur service aux usagers ;
- santé : amélioration de la couverture maladie et du système de santé primaire, notamment pour lutter contre la mortalité infantile et maternelle ;
- récupération économique suite à la pandémie de la Covid-19 avec une approche de meilleure qualité de l'emploi et un appui aux TPE et PME ;
- construction de logements sociaux et amélioration des conditions de vie des citoyens ;
- poursuite de la politique de lutte contre le changement climatique afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le Président Abinader s'est d'ailleurs rendu à son discours d'investiture en voiture électrique ;
- développement des partenariats public-privé dans les secteurs stratégiques.

1.3. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Malgré une ambition de contrôle de la dette publique au cours des dernières années, le recours à l'endettement pendant la crise de la Covid-19 a fait sensiblement augmenter la dette publique consolidée qui représenterait aujourd'hui 69 % du PIB selon les dernières données du FMI. Ainsi, le pays consacrerait jusqu'à 30 % de ses recettes

fiscales au paiement des intérêts de cette dette, dans un contexte de faible mobilisation fiscale (14 % du PIB)¹⁸. Par ailleurs, la composition de la dette, à 50 % en devises (principalement USD) et détenue à 49 % par des non-résidents, rend la République dominicaine vulnérable aux variations des taux de change et à la conjoncture américaine.

¹⁸ IMF Country Report No. 19/273, août 2019 (2019 Article IV Consultation).

1.3.1 Une présence importante des bailleurs internationaux

Les bailleurs de fonds actifs en République dominicaine interviennent très majoritairement à travers des prêts souverains dans le cadre de stratégies de coopération internationale pour le développement d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Parmi les bailleurs de fonds multilatéraux, la Banque Inter-américaine de Développement (BID) fait figure d'acteur incontournable avec près de 50 % de l'encours de dette multi et bilatérale à novembre 2020 (3,9 Mds USD)¹⁹. Très présente, elle est un allié important pour le groupe AFD avec qui elle a réalisé deux cofinancements en 2019 et 2020 sur des opérations de prêts de politiques publiques. Sa filiale pour le financement du secteur privé (BID Invest) est également active dans le pays.

Avec un encours d'un peu plus d'1 Md USD, la Banque mondiale (BM) détient 14 % de l'encours de la dette dominicaine auprès des bailleurs de fonds²⁰. Entre 2016 et 2020, elle a octroyé plus de 600 MUSD de prêts souverains au pays dont un prêt de contingence de 150 MUSD qui a été débloqué suite au déclenchement de l'état d'urgence sanitaire. Pour la période 2020-2024, elle prévoit de continuer ses appuis notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de la protection sociale et pour l'amélioration de la gestion des ressources publiques. Sa filiale, la Société Financière Internationale (SFI), est également très active dans le pays avec un portefeuille de projets atteignant plus de 500 MUSD.

D'autres banques de développement sont également présentes mais dans une moindre mesure :

- la Corporation Andine de Développement (CAF) ;
- la Banque Européenne d'Investissement (BEI) qui intervient en République dominicaine depuis le début des années 1990 et y a ouvert un bureau de représentation en 2013 ;
- la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE), qui a ouvert un bureau de représentation dans le pays fin 2020.

À l'instar de nombreux pays, la République dominicaine a mobilisé un prêt d'urgence du FMI pour faire face aux dépenses budgétaires exceptionnelles liées à la crise de la Covid-19, prêt alloué et décaissé en mai 2020 pour un montant de 650 MUSD (100 % de la quote-part du pays). Le FMI revient ainsi dans la liste des bailleurs ayant un encours dans le pays.

Enfin, les agences du système des Nations Unies ont un positionnement privilégié en conseil des autorités pour la mise en place de la Stratégie Nationale de Développement 2030 et la poursuite des ODD. Le PNUD joue notamment le rôle de coordination de la stratégie dite de récupération post-Covid.

S'agissant des bailleurs bilatéraux, la France, notamment via l'AFD, est le premier partenaire de développement de la République dominicaine, avec 32% de l'aide bilatérale et un encours souverain de l'AFD de près de 530 MUSD fin 2020²¹, lequel serait porté à plus d'1 Md USD avec les deux prêts de politique publique accordés en 2019 et 2020. Elle est suivie de l'Espagne (300 MUSD d'encours) et du Brésil (209 MUSD). Quant à la coopération allemande, elle est portée par la GIZ, notamment dans le secteur de l'énergie où la GIZ anime une réflexion large sur les politiques de transition énergétique. Enfin, la Chine pourrait prendre de la place en tant que bailleur bilatéral suite à l'établissement de relations diplomatiques en 2018.

Dans le secteur privé, outre l'intervention des filiales de la BM, de la BID, et de la BEI détaillée ci-dessus, d'autres bailleurs interviennent en République dominicaine depuis leurs sièges respectifs en réalisant des missions régulières dans le pays à l'instar de la FMO (Société de Financement du Développement des Pays-Bas) et la DEG (Banque de développement allemande pour les institutions financières) qui développent leurs financements dans le pays dans le secteur financier et dans le secteur des énergies renouvelables (souvent en co-financement dans ce dernier domaine). Enfin, la CIFI (Corporation Interaméricaine pour le Financement d'Infrastructures), basée au Panama, intervenant sur toute l'Amérique latine et les Caraïbes et spécialisée dans les projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables, est très active dans le pays.

1.3.2 La République dominicaine bénéficie d'un accès compétitif aux marchés financiers

Les émissions obligataires du gouvernement totalisent un encours d'emprunts de 22,1 Mds USD à novembre 2020, représentant 74 % de la dette externe du secteur public non financier de la République dominicaine. Cet encours a été multiplié par quatre depuis 2014, date à partir de laquelle les autorités publiques dominicaines ont commencé à s'endetter davantage sur les marchés internationaux en émettant des bons souverains à des taux d'intérêt compétitifs. Ces conditions financières résultent d'une amélioration de la cotation de risque du pays ces dernières années grâce à la bonne gestion macroéconomique du pays reconnue par le FMI et les acteurs privés.

¹⁹ Données de la Dirección General de Crédito Público au 30 novembre 2020, accessibles sur leur site web.

²⁰ Idem.

²¹ Idem.

1.4. ÉLÉMENTS DE CADRAGE DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE ET MANDAT DU GROUPE AFD

1.4.1 Relations diplomatiques

La République dominicaine est un partenaire stratégique de la France dans la Caraïbe du fait de :

- sa proximité géographique avec les Départements Français d'Amérique (DFA) et Haïti ;
- la taille de son économie (seconde puissance de la région après Porto Rico) ;
- son appartenance à l'accord Cariforum-UE et, plus largement, son poids politique dans la région Caraïbe/Amérique centrale et, au niveau des échanges commerciaux avec l'Europe, sa souscription aux accords de partenariat économique ;
- son rôle dans le dispositif régional français de coopération sécuritaire, les enjeux principaux résidant dans la lutte contre l'immigration clandestine et le transit de drogue ;
- son statut de membre observateur au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Pour la France, les priorités de la relation bilatérale avec la République dominicaine consistent à :

- poursuivre un dialogue politique nourri avec l'administration du nouveau président Luis Abinader en renforçant la coopération institutionnelle ;
- soutenir la présence économique française : le groupe AFD participe à cet effort en finançant des projets dans des secteurs où peut s'exprimer une offre française (publique ou privée) compétitive et en promouvant l'expertise française ;
- accompagner le développement de la République dominicaine à travers la coopération économique, académique et le financement de projets par le groupe AFD, en complémentarité avec les actions menées par le Service de Coopération et d'Action Culturelle et la Direction Générale du Trésor ;
- appuyer les projets à forts impacts sociaux et environnementaux et ayant pour but de réduire les effets du changement climatique.

1.4.2 Relations économiques et commerciales

La France était le 6^e investisseur étranger en 2018 avec des flux cumulés d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) de 160 MUSD entre 2010 et 2018 (2% du stock total).

Une trentaine de filiales françaises sont installées en République dominicaine, qui est la première destination des investissements français dans les Caraïbes et a vocation à consolider cette position. Les principales entreprises établies localement sont actives dans l'industrie (Air Liquide), les télécoms et services (Altice, Teleperformance), les transports (Air France, Air Caraïbes, French Bee, XL Airways, CMA-CGM), les services aéroportuaires (Vinci Airports, Groupe Europe Handling, SAMSIG), l'hôtellerie (Club Méditerranée), la grande distribution (Carrefour via une franchise exploitée par le Groupe Bernard Hayot), les énergies renouvelables (Akuo Energy et UrbSolar), les carburants (Total).

En particulier, les entreprises françaises sont reconnues dans le secteur de la mobilité urbaine avec la participation à des projets emblématiques dans la capitale tels que le métro pour Alstom, Thalès, CIM/TSO ou le téléphérique urbain, construit et exploité par POMA. Le secteur de l'eau et de l'assainissement est également investi par le groupe Vinci, la Société des Eaux de Marseille et Suez.

Les échanges commerciaux se situent autour de 300 MEUR chaque année avec un déficit commercial pour la France d'une cinquantaine de millions d'euros. Les importations de produits dominicains vers le territoire français sont constituées en majorité par des produits agricoles tandis que nos exportations le sont de matériel médical et dentaire. Dans la région Amérique centrale et Caraïbes, la République dominicaine est le quatrième partenaire commercial de la France.

1.4.3 Coopération au développement

Bilan quantitatif

L'AFD est présente en République dominicaine depuis 1997. Après des débuts timides (1997-2003), puis le gel des octrois pendant la crise bancaire et financière (2003-2007), c'est en 2011 que son activité change d'échelle avec un prêt souverain de 230 MUSD destiné à appuyer la politique de transports publics de la capitale Saint-Domingue. L'encours de l'AFD dans le pays s'élevait à près de 650 MEUR début 2021 et pourrait atteindre près d'un milliard d'ici fin 2021.

Proparco intervient dans le pays depuis 1998 et y est représentée localement depuis 2001. Elle a créé la Direction Régionale de Saint-Domingue en janvier 2019, laquelle couvre également Haïti. Proparco détient actuellement un encours de crédit de 60 MUSD sur 6 contreparties actives dans le secteur financier, l'éducation supérieure, les énergies renouvelables et les infrastructures. Jusqu'à présent, Expertise France est, quant à elle, présente à travers le programme Adapt'Action grâce auquel elle coordonne différents appuis et études pour accompagner les efforts d'adaptation au changement climatique du pays. Le suivi de ce programme est assuré depuis la Martinique (Direction Régionale).

En termes de volume d'engagements, entre 2015 et 2019²² le groupe AFD a octroyé plus de 600 MEUR au profit des acteurs dominicains, soit un peu plus que sur la période 2009-2014 (570 MEUR). Ce volume est toutefois porté à près de 850 MEUR si l'on ajoute l'année 2020 :

- L'AFD a ainsi approuvé 573 MEUR en prêts souverains, 85 MEUR en prêts non souverains²³, plus de 2,5 MEUR en subventions directes (hors Facilité Adapt'Action) et 18 MEUR de subventions en fonds délégués de l'Union européenne à travers l'instrument CIF (*Caribbean Investment Facility*) ;
- Proparco a accordé 170 MEUR en prêts non souverains²⁴.

Comme pour la période 2009-2014, les montants des tickets souverains restent globalement importants comme l'illustrent le financement de l'optimisation de la ligne 1 du métro de Saint-Domingue (150 MUSD) ou la première phase d'un prêt de politique publique (PrPP) dans le secteur des Transports (250 MUSD). Les prêts non souverains sont de taille plus modeste, autour de 15 MEUR. Ces montants importants en souverain s'expliquent par la prépondérance des financements de grands projets d'infrastructures, en particulier dans le secteur des transports, dont la part dans le portefeuille de l'AFD atteignait 75 % à fin 2019, en volume de financements.

Plus de 10 ans d'engagement en faveur de la mobilité urbaine

Depuis 2010, l'AFD s'est positionnée comme l'acteur de référence dans les secteurs de la mobilité urbaine grâce à la mobilisation et à la valorisation de l'expertise française dans ces domaines (SYSTRA, POMA, Alstom, etc.). Ceci s'est traduit par la mobilisation de l'ensemble de la palette d'outils de coopération disponibles de l'AFD.

L'octroi de plusieurs prêts souverains ciblés

Pour le développement des transports de Saint-Domingue :

- **deux prêts budgétaires programmatiques** respectivement de 230 MUSD (2011) et de 210 MUSD (2014) pour le financement : (i) du génie civil de la ligne 2 du métro mise en service le 1^{er} avril 2013, (ii) du programme de relogement des habitants du quartier précaire de la Barquita, régulièrement touché par les inondations, (iii) de la mise en place d'un téléphérique urbain inauguré le 22 mai 2018, et (iv) de l'extension de la ligne 2 du métro mise en service en fin d'année 2018 ;
- **un prêt de 150 MUSD (2018)** pour le renforcement et l'optimisation du métro de Saint-Domingue (100 MUSD signés en 2018 et 50 MUSD signés fin 2019).

... Mais également pour le renforcement de la politique de mobilité urbaine à l'échelle nationale :

- **mobilisation de subventions européennes** : initiative *Mobilize your City* qui a permis à l'AFD de financer l'élaboration du Plan de mobilité urbaine durable du Grand Saint-Domingue (PMUS), réalisé par Systra en 2018-2019. Pour accompagner la mise en œuvre de ce PMUS et la réforme du secteur, l'AFD s'est vu confier, en 2019, 10 MEUR de fonds européens à travers la Caribbean Investment Facility ;
- **un premier prêt de politique publique (PrPP)** dans le domaine des transports terrestres en cofinancement avec la BID, pour un montant de 250 MUSD. Il vise à soutenir les mesures en faveur de l'amélioration de la sécurité routière, de la mobilité urbaine et du transport de marchandises.

Néanmoins, ceci ne doit pas occulter la diversité de secteurs accompagnés par le groupe AFD dans le pays. Ainsi entre 2015 et 2019, plusieurs prêts ont été octroyés (i) pour la préservation des ressources naturelles (poursuite de l'accompagnement de l'ONG Plan Sierra), (ii) pour encourager la diversité du mix énergétique via une ligne SUNREF à la première banque publique du pays et le financement de deux parcs éoliens, (iii) dans le secteur de l'éducation (appui aux universités et lignes de crédit étudiantes) et (iv) pour le soutien au secteur productif (ligne de crédit pour les PME-PMI).

²² Période correspondant au Cadre d'Intervention Pays (CIP) précédent.

²³ De ces 85 MEUR accordés, seuls 28 MEUR seront effectivement signés et décaissés au profit d'institutions financières.

²⁴ Ces octrois ne se sont malheureusement pas toujours concrétisés par des conventions de financements et une partie des engagements a ainsi dû être annulée.

Par ailleurs, l'année 2020 marque la concrétisation de plusieurs mois de coordination avec les autorités dominicaines dans le secteur de la santé et de la protection sociale avec (i) l'octroi d'un prêt de politique publique de 200 M€, (ii) l'octroi d'une subvention pour renforcer la vigilance épidémiologique, (iii) le lancement d'une coopération avec l'Organisation Panaméricaine de la Santé pour la mise en place de réseaux intégrés de services de santé et (iv) la mobilisation de nouvelles ressources déléguées de la CIF pour soutenir la résilience des systèmes de santé et de protection sociale (8 MEUR).

En termes d'instruments financiers, la République dominicaine permet au groupe AFD de décliner un large éventail de modalités de financement (en euros, en dollars ou en pesos dominicains) : prêts-projet, prêts programmatiques, prêts à conditions de marché, prêts bonifiés lorsqu'ils comportent un fort impact climat (ligne SUNREF, programme de reforestation notamment) ou social, intermédiation bancaire (y compris des garanties individuelles et de portefeuille), prêts souverains rétrocédés, prêts subordonnés et fonds propres au secteur privé, etc. Seuls les prêts non souverains aux collectivités locales n'ont pas été développés en raison de l'impossibilité pour ces dernières d'emprunter auprès de bailleurs internationaux. Des subventions directes sur programme 209²⁵ ou de l'Union européenne (*Caribbean Investment Facility*) et des contributions financières non remboursables de Proparco pour déployer de l'assistance technique sont également mobilisées en complément des prêts du groupe AFD.

Par ailleurs, la précédente stratégie pays 2015-2019 a vu émerger une nouvelle demande des autorités dominicaines d'accéder à des financements de type PrPP. Afin de consolider ce dialogue, l'AFD a systématiquement mobilisé des fonds de subvention pour accompagner les prêts qu'elle a accordés via cet instrument financier (mobilisation de fonds européens et fonds propres).

Bilan qualitatif

La stratégie pays 2015-2019 prévoyait trois axes majeurs d'intervention: (i) accompagner le développement de villes durables et inclusives ; (ii) promouvoir une gestion pérenne des ressources et (iii) soutenir le renforcement du capital humain dans le pays.

Ainsi, l'ensemble des financements accordés par le Groupe sur cette période s'est inscrit en cohérence avec les priorités listées ci-dessus :

- l'AFD consolide désormais sa position de bailleur de référence dans le secteur de la mobilité urbaine durable avec un appui financier et technique auprès des principales structures (INTRANS et OPRET) ;
- en synergie avec Proparco, l'AFD a soutenu les investissements verts en énergie renouvelable, elle a par ailleurs accompagné un projet de reforestation et de préservation des ressources hydriques ;

- le Groupe a également mis en œuvre des appuis nécessaires et complémentaires pour favoriser l'accès à des services essentiels de qualité dans l'éducation et la santé.

Toutefois, certains objectifs tels que la poursuite de l'aménagement de quartiers précaires, à l'image du projet de réhabilitation de La Barquita, ou l'appui à des filières de formation (à l'image du projet avec l'INFOTEP dans les métiers de l'hôtellerie) n'ont été que partiellement atteints avec le démarrage d'études de faisabilité mais sans financement encore associé à ce jour.

Mandat du groupe AFD en République dominicaine

À la suite du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) de 2018 qui avait encouragé l'AFD à renforcer l'insertion des territoires ultramarins dans leur bassin régional, l'AFD a réorganisé son réseau par bassin océanique. Ainsi, la République dominicaine est intégrée dans la périmètre de la Direction Régionale Océan Atlantique (DROA). Cette direction rassemble les territoires d'outre-mer et les états étrangers proches. Incarnant la plateforme régionale du groupe AFD (AFD, Proparco, Expertise France), la DROA basée à Fort-de-France couvre un réseau de cinq agences (République dominicaine, Haïti, Guadeloupe, Martinique, Guyane) et de deux bureaux de représentation (Suriname, Saint-Pierre-et-Miquelon). Elle s'appuie sur les bureaux régionaux de Proparco basés en République dominicaine, au Mexique et à Sao Paulo pour les interventions en faveur du secteur privé.

Ainsi, cette nouvelle stratégie pays de la République dominicaine s'inscrit en miroir de la stratégie régionale qui ambitionne de : « contribuer au développement durable et inclusif des territoires ». Elle en suit également les grandes orientations prioritaires déclinées dans la partie II de ce document.

Conformément à son Plan d'orientation stratégique (POS) 2018-2022, le groupe AFD en République dominicaine s'attachera à avoir une action « 100 % Accord de Paris » et « 100 % Lien social », de manière à concilier la lutte contre les inégalités avec celle contre le changement climatique, tout en accompagnant le pays dans l'atteinte des ODD. Le Groupe s'assurera systématiquement de la cohérence de ses financements avec un développement bas carbone et résilient et s'attachera également à renforcer le lien social, par la réduction des inégalités en termes d'impacts recherchés et par le renforcement de l'inclusion de tous les acteurs, notamment par le développement de modes de gouvernance participatifs lors de l'instruction des financements. Le Groupe s'appuiera sur ses trois entités pour développer ses activités en République dominicaine : l'AFD, Proparco pour le financement des entreprises et établissements financiers privés et Expertise France pour la coopération technique internationale²⁶.

²⁵ Le programme 209 regroupe l'essentiel des moyens du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français dédiés à la coopération avec les pays bénéficiant de l'aide publique au développement au sein du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE.

²⁶ Expertise France rejoindra le groupe AFD en 2021.



2.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD

En cohérence avec sa stratégie d'intervention en région Atlantique²⁷, le Groupe se fixe trois objectifs généraux et quatre objectifs transversaux en République dominicaine :

- **Objectif 1** : Accompagner les transitions territoriales, écologiques et énergétiques ;

- **Objectif 2** : Favoriser la transition sociale pour renforcer l'accès équitable aux services essentiels des populations ;

- **Objectif 3** : Accompagner la transition économique et financière pour des économies durables ;

- **Objectifs transversaux** : (i) être un vecteur d'influence française en République dominicaine (ii) tout en contribuant à la coopération régionale, (iii) intégrer le climat et (iv) intégrer le genre dans nos financements.

2.1. OBJECTIF 1 : ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS TERRITORIALES, ÉCOLOGIQUES ET ÉNERGÉTIQUES

Continuer à accompagner le développement de villes durables (OS1.1)



En lien avec l'ODD n°11 (Villes Durables) et à la demande des autorités, l'AFD continuera d'appuyer le secteur de la mobilité urbaine durable notamment pour le rendre plus efficient, plus sûr et moins émissif. En ce sens, l'AFD souhaite poursuivre le financement de projets d'infrastructures pour le réseau de mobilité urbaine de Saint-Domingue ou des villes secondaires, à travers des prêts-projets ou prêts sectoriels programmatiques. En outre, l'AFD continuera de soutenir la politique sectorielle à travers l'exécution du programme d'assistance technique auprès de l'INTRANS financé sur fonds européens CIF, et à travers son partenariat renforcé avec la BID pour continuer d'accompagner le déploiement opérationnel de la réforme du secteur.

Dans la continuité de premiers appuis réalisés auprès de l'agence d'urbanisme gouvernementale (URBE – Unité de Réhabilitation de La Barquita) et de ceux en cours, le groupe AFD souhaite également accompagner le pays sur les thématiques de traitement des déchets en milieu urbain et le développement de programmes de logements sociaux durables si les priorités dans ces secteurs par le nouveau gouvernement se confirment.

Promouvoir le développement des énergies renouvelables dans le cadre d'une approche Groupe (OS1.2)



La République dominicaine se caractérise par un secteur électrique peu performant et pourtant très subventionné. La distribution présente des pertes importantes dont le coût est *in fine* porté par l'État et la gouvernance du secteur est restée historiquement peu claire avec des responsabilités qui se chevauchaient entre différents acteurs. Le nouveau gouvernement a toutefois signé le Pacte Électrique et a lancé une réforme institutionnelle destinée à améliorer la gouvernance ainsi que la gestion financière et technique du secteur. En coordination avec les autres bailleurs présents sur le secteur, l'AFD pourrait accompagner plusieurs thématiques: (i) la problématique du réseau de transmission, actuellement saturé et ne permettant pas le développement de nouveaux projets notamment dans les Énergies Renouvelables ; (ii) la réhabilitation des centrales hydroélectriques ou encore (iii) l'efficacité énergétique des bâtiments publics.

Côté secteur privé, malgré des freins encore importants dus à la capacité du système de transmission, le potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire et éolien) est considérable notamment dans le nord du pays. La pénétration des EnR a augmenté de manière significative au cours des dernières années et a représenté à certains moments jusqu'à 30 % de la production électrique.

²⁷ Cadre d'intervention régional Océan Atlantique 2019-2023 validé en décembre 2019.

En lien avec les projets ci-dessus et afin de contribuer à l'atteinte de l'ODD n°7 (Recours aux énergies renouvelables), Proparco continuera à financer les projets d'énergies renouvelables à l'instar du parc éolien Pecasa de 50 MW à El Copey. De la même manière, le groupe AFD continuera d'encourager les projets d'énergie propre grâce à des financements de type SUNREF²⁸ incitatifs ou des projets d'alignement des principales banques du pays avec l'Accord de Paris et les ODD. L'AFD poursuivra une veille active afin de pouvoir se positionner sur des projets d'investissement qui contribueraient à améliorer la transition climatique du secteur.

À noter également, que ces financements pourront se faire en coordination avec le fonds d'investissements STOA, créé en 2017 par l'AFD et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Valoriser et gérer durablement les ressources naturelles en préservant les écosystèmes et la biodiversité (OS1.3)



L'AFD finance depuis maintenant 20 ans l'ONG Plan Sierra à travers des prêts souverains bonifiés rétrocedés. Ce projet d'agroforesterie dans le bassin Yaque del Norte a entamé sa troisième phase en 2020 pour une durée de six ans. En lien avec les études menées dans le cadre de la facilité Adapt'Action, ce projet emblématique pour le groupe AFD et pour la République dominicaine pourrait être répliqué sur le bassin du fleuve Yaque del Sur en y intégrant un projet pilote de protection sociale adaptative.

Cet objectif spécifique est également en lien avec l'OS1.4 sur la mise en place d'un programme de Tourisme durable visant à protéger les zones côtières et la biodiversité environnante. Ce programme pourra être couplé avec la définition de zones protégées marines et terrestres.

Enfin, l'appui au renforcement des accès à l'eau et à l'assainissement durables (OS2.1) contribuera à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, notamment en accompagnant le développement de la collecte et du traitement des eaux usées.

Promouvoir une meilleure gouvernance climatique pour atténuer l'impact des événements climatiques extrêmes par une réponse globale (OS1.4)



À l'instar des appuis mis en œuvre grâce à la Facilité Adapt'Action dont bénéficie la République dominicaine pour plus de 1,5 MEUR pour atteindre l'objectif n°13 (Lutte contre le changement climatique), le groupe AFD soutiendra des projets structurants dans le domaine de l'adaptation et de l'atténuation au changement climatique, appuyant la révision et la déclinaison opérationnelle des contributions nationales déterminées (NDC) du pays. Plusieurs projets pourraient ainsi être financés dans les années à venir tels que le développement d'une offre de « tourisme durable », le renforcement des systèmes agricoles et météorologiques, etc.

L'approche innovante de la protection sociale adaptative dans le cadre d'un diagnostic mené actuellement en partenariat avec une ONG et les autorités dominicaines permet d'explorer de nouveaux modèles d'accompagnement d'une transition durable et juste en République dominicaine.



Le groupe AFD souhaite accompagner le pays sur les thématiques de traitement des déchets en milieu urbain et le développement de programmes de logements sociaux durables et continuera d'encourager les projets d'énergie propre grâce à des financements de type SUNREF²⁸

²⁸ Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance, il s'agit du label « Finance Verte » de l'AFD.

2.2. OBJECTIF 2 : FAVORISER LA TRANSITION SOCIALE POUR RENFORCER L'ACCÈS ÉQUITABLE AUX SERVICES ESSENTIELS DES POPULATIONS

Renforcement des accès à l'eau et à l'assainissement durables (OS2.1)



L'AFD intervient dans le secteur depuis 2014 avec un prêt souverain fléché pour les besoins de l'INAPA (Institut National des Eaux Potables et Usées) et de la CORASAAN (Corporation d'eau et d'assainissement de la province de Santiago). Elle dispose également de fonds européens destinés à appuyer le gouvernement dans sa politique d'amélioration de la performance du service.

Le service de l'eau est une priorité du gouvernement de Luis Abinader qui vise une amélioration des infrastructures et des services. En coordination avec les autres bailleurs présents dans le secteur, l'AFD pourrait s'appuyer sur son dialogue continu depuis de nombreuses années avec les principaux acteurs pour accompagner les autorités dans la mise en œuvre de leur politique d'eau et d'assainissement. Un accompagnement plus spécifique destiné aux CORA pourrait également être envisagé.

Renforcer les systèmes de santé et de protection sociale (OS2.2)



La crise de la Covid-19 a mis en lumière certaines défaillances du système de protection sociale et de santé du pays. Des filets de sécurité temporaires ont été mis en place ou étendus pour éviter qu'une partie de la population sombre dans la pauvreté. Par ailleurs, le système de santé s'est rapidement retrouvé saturé et les autorités ont constaté qu'elles ne disposaient pas de protocoles sanitaires d'urgence et de matériels suffisants. L'AFD, en cofinancement avec la BID, a rapidement mobilisé des moyens financiers importants en octroyant en procédure accélérée un prêt de politique publique de 200 MEUR qui s'accompagne d'une subvention européenne de 8 MEUR. Celle-ci permettra le renforcement de la surveillance épidémiologique pour une meilleure application du Règlement Sanitaire International ainsi que l'amélioration des politiques et programmes de protection sociale.

Le groupe AFD souhaite inscrire dans la durée cet accompagnement des secteurs de la santé et de la protection sociale. En lien avec les ODD n°3 (Accès à la santé) et n°10 (Réduction des inégalités), l'AFD pourra mobiliser des prêts-projets ou sectoriels fléchés pour l'amélioration des systèmes de santé et de protection sociale. L'instrument PrPP pourrait aussi être de nouveau mobilisé si nécessaire afin de soutenir les politiques publiques dans ces domaines. La mobilisation d'EF sera recherchée dans la mesure du possible ainsi que des co-bénéfices Climat notamment à travers la mise en place de mécanismes de protection sociale adaptative (modulation des aides en fonction de l'exposition aux risques climatiques, mise en place de mécanismes de rémunération contre services environnementaux, etc.). De son côté, Proparco continuera d'appuyer les acteurs privés de la santé, à l'image des financements qu'elle a déjà pu mettre en place par le passé (financement de l'hôpital métropolitain de Santiago –HOMS– notamment).

Continuer à promouvoir un enseignement accessible et de qualité qui favorise l'insertion professionnelle (OS2.4)



Dans la continuité des appuis déjà réalisés au cours des dernières années en souverain et en non souverain, le groupe AFD appuiera le secteur de l'éducation sur différents plans : en termes d'accessibilité à l'enseignement supérieur, Proparco poursuivra son appui aux principales universités du pays aussi bien en financement direct (infrastructures et équipements) qu'en soutenant les institutions financières spécialisées qui proposent une offre de crédit étudiant à des taux accessibles au plus grand nombre. L'AFD pourra, quant à elle, accompagner le gouvernement dans sa réforme visant la création d'un Cadre national de qualification permettant d'améliorer l'adéquation formation-emploi, de renforcer la qualité des formations et d'articuler les différents secteurs de l'éducation. Ces appuis permettront de contribuer aux ODD n°4 et 8 (Accès à une éducation de qualité et à des emplois décents).

2.3. OBJECTIF 3 : ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE POUR DES ÉCONOMIES DURABLES

Contribuer à bâtir des systèmes financiers inclusifs, pérennes et responsables (OS3.1)



Le groupe AFD est un financeur privilégié des banques et des institutions de microfinance du pays. Il propose des outils attractifs et spécialisés : projets de type SUNREF pour les énergies renouvelables, AGREENFI pour les projets agricoles durables, mais aussi plus globalement des projets d'accompagnement des institutions financières vers des trajectoires bas carbone et ODD. Ces outils doivent permettre aux acteurs des pays en développement et émergents d'accéder à une offre financière adaptée et soutenable ainsi qu'à des appuis techniques sur mesure. Ces lignes d'intermédiation bancaire sont ainsi souvent bonifiées et/ou accompagnées d'un programme d'assistance technique important. Ces programmes doivent notamment permettre aux banques de cibler des financements durables, sensibiliser les contreparties et mettre en place des Systèmes d'évaluation des risques environnementaux et sociaux exemplaires. Le groupe AFD poursuivra son engagement dans ce domaine avec les principales banques et institutions de microfinance du pays afin de faire émerger une véritable finance verte et inclusive. Cet appui doit par ailleurs participer de la formalisation des très petites et petites entreprises informelles qui voudraient se formaliser pour avoir accès à des crédits attractifs assortis d'assistance technique.

Contribuer à améliorer la transparence et la bonne gestion des finances publiques (OS3.2)



La République dominicaine se caractérise par un ratio des dépenses publiques faible, l'avant-dernier après le Guatemala en Amérique latine : ces dépenses s'établissaient à environ 18% du PIB en 2018. Ce faible ratio rend la question de l'efficacité de la dépense publique d'autant plus prégnante. Parallèlement, au cours des dernières années, ces dépenses ont rapidement augmenté, à l'instar du secteur de l'éducation où elles sont passées de 2 à 4% du PIB dans la seule année 2013. Pour autant, leur efficacité et leur efficience ne suivent pas nécessairement cette tendance à la hausse. Dans ce contexte, l'AFD, notamment en partenariat avec la Banque mondiale, finance des études devant permettre un meilleur pilotage des finances publiques et une plus grande transparence sur l'usage des fonds publics. Dans le cadre de l'élaboration d'un « nouveau pacte fiscal » attendu depuis plusieurs années, ces études sont des outils objectifs et clés, que l'AFD continuera d'appuyer.

2.4. OBJECTIFS TRANSVERSAUX

L'AFD poursuivra quatre objectifs transversaux à travers ses interventions :

Le Groupe continuera à être un vecteur d'influence française

La relation bilatérale entre la France et la République dominicaine est principalement rythmée par la coopération économique et commerciale. Dans ce contexte, le groupe

AFD se situe au cœur du dispositif bilatéral de coopération. Le Groupe continuera à être vecteur d'influence française à deux titres :

- en intervenant en financement de projets sur des secteurs dans lesquels il existe une offre et/ou une expertise française de qualité (développement urbain, eau et assainissement, efficacité énergétique et énergies renouvelables, santé et protection sociale, etc.) ;

- en promouvant des modèles de développement porteurs à travers un dialogue continu sur les politiques publiques dans des secteurs prioritaires du CICID, grâce à la mobilisation de subvention d'assistance technique et de l'outil PrPP si cela s'avère nécessaire et au regard de l'équilibre aide projet/ PrPP à assurer ;

- de son côté Proparco poursuivra son soutien aux projets d'investissement développés notamment par des entreprises françaises, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, secteur très dynamique où interviennent ou prospectent plusieurs acteurs français.

Les opérations financées contribueront aux engagements français pour le climat

La question climatique est une thématique de l'agenda politique dominicain depuis 2008, année de création du Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre (CNCCMDL). La République dominicaine est par ailleurs le seul pays à avoir inscrit l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique dans sa nouvelle Constitution en 2010 (Art. 194). Un projet de loi sur le changement climatique est en cours de finalisation et devrait être adopté en 2021.

Les engagements de l'AFD dans le pays ont permis de contribuer à la lutte contre le changement climatique. À titre d'exemple, les projets d'appui au métro de Saint-Domingue et à l'ONG Plan Sierra ainsi que le financement des énergies vertes présentent des co-bénéfices en matière d'atténuation (report modal des usagers des transports publics) ou d'adaptation (reforestation, préservation du bassin versant).

À l'avenir, l'AFD poursuivra son soutien à la lutte contre le changement climatique par deux biais :

- l'objectif de 50 % d'engagements minimum ayant des co-bénéfices climat sera poursuivi en République dominicaine particulièrement en matière d'énergie, de transports, de tourisme durable, de gestion pérenne des ressources en eau, de protection sociale adaptative, etc. ;

- la poursuite de son partenariat noué avec le Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre (CNCCMDL) notamment via les appuis apportés par la Facilité Adapt'Action pour mettre en œuvre les engagements de la République dominicaine.

Le groupe AFD contribuera à la coopération régionale

Deuxième économie de la région, membre du Cariforum, la République dominicaine est un interlocuteur essentiel des DFA pour leur insertion dans leur environnement régional. Le groupe AFD continuera d'accompagner la dynamique de coopération régionale notamment en valorisant l'expertise des acteurs des DFA (énergies renouvelables, santé, etc.) et sur la préservation des biens publics régionaux.

S'agissant de la coopération avec Haïti, une veille sera maintenue sur les projets transfrontaliers susceptibles d'émerger. Le programme d'assistance technique lié au PrPP Santé-Protection Sociale mis en place sur fonds européens doit par ailleurs permettre une meilleure coopération et coordination entre les deux pays sur les sujets sanitaires, épidémiologiques et vétérinaires.

Le groupe AFD prendra en compte l'égalité femmes-hommes dans le financement du développement

En République dominicaine, les inégalités hommes-femmes se traduisent avant tout par (i) une sous-représentation des femmes sur le marché du travail formel et (ii) un niveau élevé de violences basées sur le genre (violences sexuelles et domestiques).

Le groupe AFD accompagne déjà des institutions contribuant à une meilleure insertion des femmes sur le marché du travail (FONDESA et ADEMI) ainsi que des projets intégrant la dimension genre (réaménagement du quartier de La Barquita, financement d'accès à l'université, projet de reforestation, projet d'amélioration des services en eau et assainissement). Il poursuivra son effort d'intégration de la dimension genre à ses financements, particulièrement dans les secteurs sociaux (ligne de financement ayant un fort impact sur l'entrepreneuriat féminin, appui au Cabinet des Programmes sociaux sur les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes, etc.). Il pourra à cet effet s'appuyer sur l'initiative « Parité de Genre » mise en œuvre avec la BID et dont le but est d'aider les secteurs privé et public à mettre en place les mesures nécessaires pour réduire les écarts économiques de genre (participation des femmes dans la population active ; égalité salariale ; augmentation des postes de direction tenus par des femmes).

2.5. PARTENARIATS STRATÉGIQUES PRIORITAIRES ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES

La période 2015-2019 a permis de mettre en place un solide partenariat avec la BID, avec laquelle l'AFD cofinance ses deux prêts de politique publique. Par ailleurs, la BID bénéficie et met en œuvre l'initiative « Parité de Genre » mentionnée plus haut, sur fonds AFD.

L'AFD a également approfondi ses échanges avec la Banque mondiale dans le cadre de l'exercice de revue des finances publiques, cette étude doit aider à construire des projets améliorant la gestion des finances publiques qui pourraient être poursuivis en cofinancement.

Avec près de 30 MEUR de subventions européennes déléguées à l'AFD en République dominicaine, l'UE est un partenaire clé de l'AFD pour la mise en œuvre de programmes d'assistance technique et la poursuite du dialogue technique et politique de haut niveau. Les échanges étroits et réguliers entre l'AFD, la Délégation de l'UE en République dominicaine et la Commission européenne à Bruxelles seront maintenus. L'AFD est par ailleurs étroitement consultée dans le cadre de la programmation 2021-2026 de l'UE dans le pays.

Cette démarche partenariale pourra être étendue sur différents secteurs et avec d'autres bailleurs.

Au-delà des acteurs de la coopération, l'AFD a noué un véritable dialogue autour des thématiques (i) de transports avec l'INTRANT et l'OPRET, (ii) de développement urbain avec l'URBE et (iii) de lutte contre le changement climatique avec le Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre (CNCCMDL). Ces appuis seront confirmés et renforcés grâce aux différentes études et appuis en cours avec ces institutions.

Ce dialogue s'étendra aux thématiques de la santé avec le Ministère de la Santé et l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) et de la protection sociale avec le Cabinet des Politiques Sociales sous la Vice-Présidence de la République.

Enfin, l'exercice stratégique précédent a permis de développer les financements pour des organisations de la société civile. Depuis juillet 2020, l'AFD soutient l'ONG française Audition Solidarité qui accompagne et aidera à sortir de l'exclusion 400 enfants sourds et malentendants vivant dans la précarité. Il s'agit de fournir aux enfants des appareils auditifs adaptés, de les assister dans l'appropriation et l'usage de ces matériels et d'accompagner leur développement éducatif et psychologique.



3.

**PERSPECTIVES
FINANCIÈRES ET MODALITÉS
D'INTERVENTION**

3.1. SUIVI DE LA STRATÉGIE

La combinaison de la crise du coronavirus et de la transition politique récente a des implications évidentes sur la visibilité qu'a l'AFD sur sa programmation à court-moyen terme en financements souverains. Le contexte économique accentue la pression sur l'endettement externe et les priorités des nouvelles autorités, notamment pour les projets d'investissements prioritaires, sont en cours de définition. Toutefois, forte d'un portefeuille varié et d'un dialogue étroit dans plusieurs secteurs, l'AFD dispose de perspectives de financements importantes sur la période de cette nouvelle stratégie pays. Pour concrétiser ces perspectives, l'AFD devra rester agile et réactive à la confirmation des besoins exprimés par les autorités, tout en veillant à l'équilibre de son portefeuille en termes d'outils et de secteurs.

Sur les financements non souverains, l'AFD continuera à encourager des projets innovants et durables via de l'intermédiation bancaire et Proparco devrait pouvoir continuer à engager des projets à hauteur de 50 MEUR par an. Le Groupe poursuivra son action dans les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation, les énergies renouvelables et le soutien aux PME-PMI via des lignes de crédits bancaires dédiées ou des garanties. D'autres secteurs pourront être financés dans le cadre de la stratégie Groupe tels que les télécoms ou les logements sociaux.

3.2. MODALITÉS D'INTERVENTION

En termes d'outils financiers, le groupe AFD continuera à mobiliser la quasi-totalité de ses instruments : prêts à condition de marché, prêts bonifiés, prêts-projet, prêts de politique publique, lignes de crédit, prêts subordonnés, garanties, subventions/contributions non remboursables d'assistance technique, etc.

Le groupe AFD poursuivra sa coopération étroite avec la Délégation de l'UE et étudiera les possibilités de subventions éventuelles sur des projets à très forts impacts sociaux ou climatiques qui nécessiteraient de l'expertise technique. Par ailleurs, l'AFD pourra également recourir aux différents

outils de subvention « classiques » en fonction des budgets annuels disponibles.

Enfin, le groupe AFD mettra en œuvre des actions de communication afin d'accroître la visibilité de ses réalisations auprès des bénéficiaires locaux et des entreprises. Des interventions pourraient ainsi se faire à l'occasion d'événements tels que la Semaine de France en République dominicaine organisée par l'Ambassade tous les deux ans.

3.3. SUIVI DE LA STRATÉGIE

Le suivi des objectifs généraux et des objectifs transversaux de la stratégie, qui alimentera les actions de communication et le pilotage de l'activité, sera évalué à partir d'une série d'indicateurs dont les principaux sont listés ci-dessous :

En matière de co-bénéfice climat :

- pourcentage des co-bénéfices sur les autorisations d'engagement

En matière de co-bénéfice genre :

- volume des financements ayant un objectif genre principal ou significatif
- part (en montant) des financements ayant un objectif genre principal ou significatif
- nombre de femmes ayant bénéficié de l'amélioration de l'accès aux services dans les secteurs d'intervention du Groupe (eau, assainissement, éducation/formation, accès à l'emploi décent, transport, santé, etc.)

Objectif 1 – Accompagner les transitions territoriales, écologiques et énergétiques :

- superficies en hectares bénéficiant de programmes de conservation, restauration ou gestion durable de la biodiversité ;
- nouvelles capacités d'énergies renouvelables installées liées aux projets ;
- nombre de personnes bénéficiant d'un accès amélioré à un transport urbain durable ;
- nombre de personnes bénéficiant d'un accès amélioré aux services d'eau et d'assainissement.

Objectif 2 – Favoriser la transition sociale pour renforcer l'accès équitable aux services essentiels des populations :

- nombre de personnes dont l'accès aux soins et à des programmes de protection sociale adaptés a été amélioré ;
- nombre d'étudiants bénéficiant d'un accès amélioré à l'éducation.

Objectif 3 – Accompagner la transition économique et financière pour des économies durables :

- nombre d'institutions financières accompagnées par le groupe AFD dans l'amélioration de leur prise en compte des aspects environnementaux et sociaux de leurs financements ;
- nombre de personnes /étudiants/entreprises ayant bénéficié d'un accès facilité à des crédits.

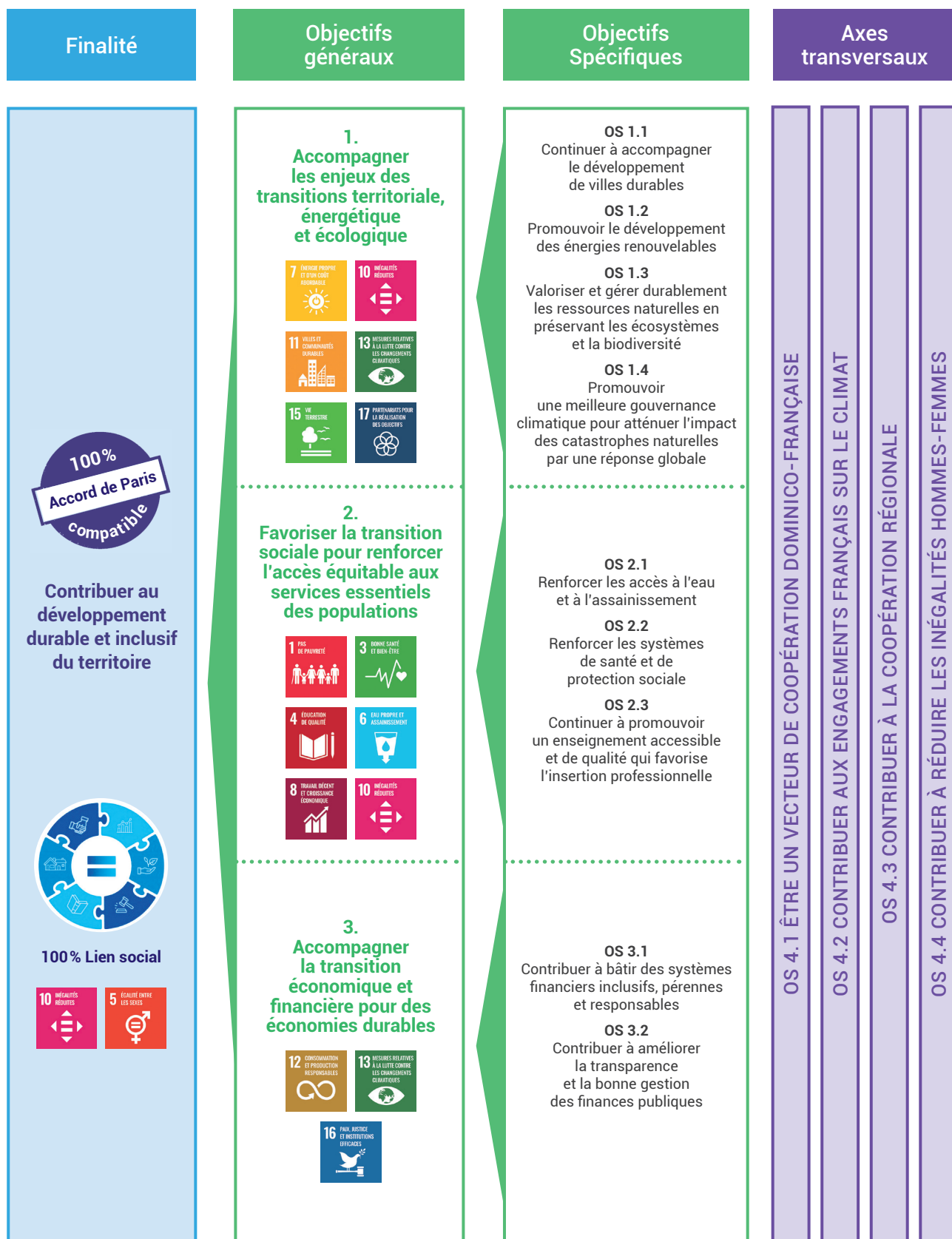
Aucun indicateur cible ne figure dans la stratégie 2021-2025 en raison du nombre important d'activités nouvelles qui ne permettent pas aujourd'hui de disposer d'une situation de référence complète.

The background features several overlapping, thin blue circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing behind and others in front of it.

4.

ANNEXE

CADRE LOGIQUE DE LA STRATÉGIE DE L'AFD EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



LISTE DES SIGLES

AFD: Agence française de développement

APD: Aide publique au développement

BCIE: Banque Centraméricaine d'Intégration Économique

BEI: Banque Européenne d'Investissement

BID: Banque Interaméricaine de Développement

BM: Banque mondiale

CAF: Banque de Développement de la région Andine

CARICOM: Caribbean Community

CICID: Comité interministériel de la coopération internationale et du développement

CIF: Caribbean Investment Facility

CIP: Cadre d'intervention pays

COVID-19: Coronavirus / SARS-CoV-2

DFA: Département français d'Amérique

DROA: Direction Régionale Océan Atlantique

EnR: Énergies renouvelables

INTRANT: Institut National du Trafic et du Transport Terrestre

MEAE: Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

ODD: Objectifs de développement durable

OECO: Organisation des États de la Caraïbe Orientale

OIF: Organisation Internationale de la Francophonie

OPRET: Bureau pour la Réorganisation du Transport

OS: Objectif spécifique

OSC: Organisation de la société civile

OPS: Organisation Panaméricaine de la Santé (PAHO)

PIB: Produit Intérieur Brut

PLD: Parti de la Libération Dominicaine

POS: Plan d'orientation stratégique

PPP: Partenariat Public Privé

PRD: Parti Révolutionnaire Dominicain

PRM: Parti Révolutionnaire Moderne

PROPARCO: Société de promotion et de participation pour la coopération économique

PROSOLI: Progresando con Solidaridad

PrPP: Prêt de Politique Publique

SUNREF : Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance ou *Financement de l'énergie et de la gestion durable des ressources naturelles*

UE: Union européenne

URBE: Unité de Réhabilitation du quartier de La Barquita

Groupe AFD

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et bientôt d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

<http://www.afd.fr>

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Tél. : +33 1 53 44 31 31 – Fax. : +33 1 44 87 99 39
5, rue Roland Barthes, 75 598 Paris Cedex 12 – France

www.afd.fr

